

## ZONE EURO

## Les clés du débat autour du changement de traité

**Le débat d'apparence technique autour du changement de traité face à la crise de la dette cache des enjeux politiques majeurs sur la forme que va prendre à l'avenir la zone euro, mais aussi l'Union européenne dans son ensemble. Tour d'horizon des questions de fond et de forme :**

**- Pourquoi reparle-t-on d'un changement de traité ?**

C'est une exigence de Berlin. «Les Allemands, fondamentalement, ont le sentiment de s'être fait bernier avec la création de l'euro, qui a remplacé leur deutschemark, car les pays membres n'ont pas respecté la règle du jeu qui prévoyait la discipline budgétaire en contrepartie», explique un diplomate européen. Le «Pacte de stabilité», dans sa forme initiale, a fait la preuve de son échec. Derrière le concept vague d'«union budgétaire» qu'elle brandit, la chancelière Angela Merkel insiste en réalité pour inscrire des règles plus strictes en la matière dans le marbre du traité de l'Union européenne, afin de les rendre vraiment contraignantes, de «constitutionnaliser» la gestion rigoureuse.

**- De quelles modifications concrètes parle-t-on ?**

L'Allemagne, qui donne le ton, demande que la Cour de justice européenne puisse poursuivre les pays qui enfreignent de manière

répétée les règles budgétaires. Cette «judiciarisation» de la surveillance n'est pas du goût de la France en particulier. Berlin veut aussi pouvoir placer sous tutelle européenne les pays ne maîtrisant pas leurs comptes publics, avec donc abandon de souveraineté à la clé. A l'image de la Grèce aujourd'hui. Il est aussi question de l'inscription d'une «règle d'or» généralisée plafonnant le niveau de déficit permis et, pour les pays fautifs, du gel des droits de vote dans l'UE et des subventions européennes. L'Allemagne et les Pays-Bas voudraient doter un commis-

saire européen de nouvelles compétences pour intervenir plus directement dans les budgets nationaux lorsqu'ils dérapent. Mais la France, là encore, ne voit pas cela d'un bon œil. Paris souhaite sur ce point que les décisions restent du ressort des capitales.

**- N'est-il question que de discipline budgétaire renforcée ?**

Non. Le président de l'UE Herman Van Rompuy va présenter au sommet européen des 8 et 9 décembre des options de changements limités dans d'autres domaines. Par exemple, pour faire converger les politiques économiques des pays de la zone euro. La France aimerait qu'on en finisse avec la règle de l'unanimité pour prendre des décisions dans l'UE en matière de fiscalité, pour lutter

contre le «dumping» en la matière. Mais l'Irlande redoute qu'on lui impose un relèvement à terme de son impôt très faible sur les bénéfices des entreprises.

Certains pays voudraient qu'on assouplisse le traité pour autoriser juridiquement à terme des euro-obligations, voire un rôle élargi de la Banque centrale européenne, option rejetée par Berlin. Le commissaire européen Michel Barnier propose ainsi de permettre à terme au Fonds de secours de la zone euro «un refinancement direct» auprès de la BCE.

**- Comment changer le traité ?**

Un autre débat, très politique aussi, porte sur la méthode. L'option retenue pour le moment est de faire cela avec les 27 pays de l'UE pour ne pas créer de divisions supplémentaires. Autrement dit, de

modifier dans le traité de Lisbonne des dispositions sur le fonctionnement de la seule zone euro, en particulier le «protocole 14». Qui dit changement du traité de l'UE implique ratification nécessaire à l'unanimité des Vingt-Sept. Problème : certains des pays non membres de l'euro pourraient en profiter pour monnayer leur feu vert. L'aile la plus eurosceptique du parti conservateur britannique réclame un rapatriement de compétences en matière sociale et de régulation financière de Bruxelles à Londres, même si David Cameron semble, lui, vouloir éviter l'affrontement. «A défaut, Paris et Berlin pourraient en passer par un accord entre pays impliquant la seule zone euro, voire les seuls pays de l'Union monétaire qui souhaitent aller de l'avant. Au risque de créer une Europe à deux ou trois vitesses.»

## GRÈCE

## Au-delà de la dette, le grand défi est de changer de mentalité

**Au-delà du combat qu'elle livre pour s'extraire d'un surendettement qui l'a plongée dans une crise multiforme depuis deux ans, la Grèce devra relever le défi d'un changement de mentalité et rompre avec un système politique construit sur le clientélisme.**

Depuis le retour de la démocratie, en 1974, les deux grands partis qui dominent la vie politique et se succèdent aux affaires, le Pasok socialiste et la Nouvelle-Démocratie (ND) conservatrice, ont consolidé à coups d'embauches dans la Fonction publique, le système clientéliste, marque de fabrique de l'Etat grec contemporain né au XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais l'assèchement des caisses publiques et la rigoureuse tutelle exercée sur le pays par ses bailleurs de fonds de l'UE et du FMI ont dans l'immédiat mis un coup d'arrêt à cette pratique.

«Il ne peut pas en être autrement. Même si les partis veulent donner des postes aux gens, ils ne peuvent pas», souligne à l'AFP le politologue Thomas Gèrakis.

Selon l'essayiste Nikos Dimou, chroniqueur acide de la société grecque, «le problème est avant tout culturel. Pendant des années les

gens ont vu l'Etat gonfler et employer la moitié du pays. Les gens se sont habitués à recevoir de l'argent de l'Etat et de l'Europe. L'évasion fiscale n'était pas considérée comme un délit, mais un droit. Il faut changer cette mentalité.»

«Les termes dans lesquels on fait de la politique ont changé, la société a d'autres exigences. Les partis politiques ne peuvent pas s'adresser aux jeunes avec des vieilles formules. Ce qu'on demande maintenant c'est une gestion rationnelle des ressources», veut aussi espérer le politologue et haut fonctionnaire Athanasios Théodorakis.

Militant de la ND, Sotiris Panoutsopoulos, 32 ans, admet que «ce qui est bien avec cette crise, c'est que les gens jugeront selon ce que les partis feront pour le pays et non pas pour leurs familles».

Mais les deux acteurs hégémoniques de la politique grecque seront-ils capables de négocier ce tournant ? Pour M. Théodorakis, ni le Pasok ni la ND «ne le veulent ni ne le peuvent, de par leur organisation et leur mentalité». «Il est possible qu'ils soient dépassés par les événements», ajoute-t-il.

Dans un tel cas, la reconfiguration du système politique s'articulera sur de nouvelles lignes. «Le nouveau clivage politique est entre pro-européens et anti-européens», présents au

sein des deux grands partis, qui pourraient du coup connaître des scissions, juge Nikos Sotiropoulos, un cadre de l'organisation de jeunesse de la ND.

Pour le moment, «les sondages semblent montrer une tendance de l'électorat à se porter à gauche», même s'ils n'attestent pas de l'émergence de nouvelles forces politiques, commente l'analyste politique Ilias Nikolakopoulos, de l'institut de sondage Opinion.

Il y voit notamment une conséquence d'un «effet de libération de l'électorat quand le clientélisme régresse, quand il n'y a plus rien à promettre. Cet électoral là va plutôt à gauche».

L'ex-ministre et recteur de la faculté de sciences politiques d'Athènes, Georges Contogeorgis, met toutefois en garde contre la capacité de la classe politique à perpétuer sa mainmise sur l'Etat via d'autres moyens : «La réduction des privilèges d'Etat n'a été que marginale, dans de nombreux cas ils restent plus provocants et destructeurs que jamais pour la société.»

M. Dimou prône du coup la patience : «Il faudra une ou deux générations. Le changement commencera par les jeunes qui ont maintenant entre 20 et 30 ans, mais ils ne l'accompliront pas. En tout cas, la graine est là et on verra émerger une nouvelle mentalité.»

**Le Soudan du Sud agira contre le «vol» de son pétrole par Khartoum**

Le Soudan du Sud a averti hier par la voix de son ministre du Pétrole qu'il poursuivrait toute compagnie impliquée dans le «vol» des ses exportations de pétrole.

Stephen Dhieu Dau a qualifié d'«illégal» toute vente de pétrole sud-soudanais confisqué par Khartoum, après la décision du Soudan de prélever 23% des exportations de pétrole du Soudan du Sud, en raison de l'échec à négocier un compromis sur le partage des revenus pétroliers.

«Le gouvernement du Soudan du Sud ne tolérera pas qu'une entité publique ou privée opérant au Soudan du Sud ou fournissant des services au pays, se rende complice de quelle que façon que ce soit du vol du pétrole du Soudan du Sud», a fait savoir le ministre dans un communiqué.

Après l'échec de négociations menées mercredi à Addis-Abeba, le Soudan avait annoncé qu'il n'allait pas bloquer les exportations de pétrole sud-soudanaises, mais prélever 23% du pétrole transitant par ses infrastructures, en guise de paiement en nature de la taxe de transit. M. Dhieu Dau a affirmé hier que son pays payait déjà le Soudan pour l'utilisation de ses oléoducs et autres infrastructures, soulignant qu'il n'y a «aucune justification économique, légale ou autre pour la saisie unilatérale de pétrole sud-soudanais».

**Le Conseil de l'Europe a appelé hier la Suisse à mieux réprimer la corruption dans le secteur privé, s'étonnant par ailleurs que ce pays ne soit doté d'aucun cadre juridique pour assurer la transparence du financement de la vie politique.**

Si la justice helvétique réprime la corruption des agents publics suisses, «aucune condamnation pour corruption privée n'a été prononcée à ce jour», ce qui est «préoccupant», déplore l'organe anti-corruption de l'organisation paneuropéenne Greco (Groupe d'Etats contre la corruption). Ce manque est d'autant plus domma-

geable que la Suisse, du fait de l'importance de son économie et du grand nombre d'entreprises multinationales qui y ont leur siège, «apparaît particulièrement exposée aux risques de corruption privée et de corruption d'agents publics étrangers». D'ailleurs, «de l'avis de la plupart (des) interlocuteurs» consultés par les inspecteurs du Greco, «la corruption privée existe en Suisse». Selon l'organisation, le

problème provient en partie du fait que la justice suisse ne peut poursuivre de sa propre initiative des faits de corruption privée : elle doit s'appuyer sur une plainte préalable d'une entreprise, d'un particulier ou d'une association. Le Conseil de l'Europe préconise donc de supprimer cette contrainte. Dans son rapport, le Greco s'étonne également que la Suisse soit «quasiment seule en Europe à ne pas imposer (...) de règles sur la transparence du financement des activités politiques», sauf dans quelques cantons. Il n'existe aucune contrainte pour encadrer les comptes des par-

tis politiques ou des campagnes électorales. Dénonçant un «vide juridique» aux «effets négatifs, dont la société suisse semble peu à peu prendre conscience», le Greco appelle à une nouvelle réglementation visant à plus de transparence et de contrôle du financement de la vie politique.

Une telle réforme est d'autant plus nécessaire que, «en l'absence d'un financement public direct, les partis politiques, les campagnes électorales et les campagnes de votation populaire dépendent fortement, voire totalement, de ressources financières privées».

## Le Conseil de l'Europe appelle la Suisse à mieux lutter contre la corruption